

LAGNY-SUR-MARNE

La clinique aussi fermera ses portes

Après l'hôpital, qui déménagera cet automne vers les plaines de Jossigny, la clinique privée de Lagny-sur-Marne devrait à son tour quitter la ville. En mars 2013, ses services de dialyse rejoindront également Jossigny pour s'installer à proximité du futur hôpital ultramoderne. La chirurgie, ses 45 lits et ses consultations en esthétique, urologie, stomatologie, ophtalmologie, orthopédie, etc. seront, elles, abandonnées. « Nous voulons nous recentrer sur la dialyse, qui est le cœur de métier de notre groupe, Fresnic. Dans le contexte actuel, avec des hôpitaux comme celui de Mame-la-Vallée qui s'organisent en pôle, Meaux, Coulommiers, Jossigny, ou encore avec des cliniques qui vont se spécialiser, nous ne pourrions plus être concurrentiels. Notre établissement est vétuste et nous ne sommes plus attractifs. Nous savons que si nous ne déménageons pas nous serons contraints de disparaître », explique Aline Petit, directrice de l'établissement.

Le maire (SE), Patrice Pagny, veut également rassurer les 200 à 300 patients qui fréquentent tous les mois la clinique : « Les habitants ne perdront rien en termes d'offres. Tout devrait être déménagé à Jossigny, dans un hôpital neuf et moderne à trois kilo-



LAGNY-SUR-MARNE, MARDI. La clinique devrait quitter la commune dans un an. La direction souhaite se recentrer sur la dialyse et se rapprocher du futur hôpital de Jossigny.

mètres de la pancarte Lagny. Une liaison de bus directe sera mise en place entre le centre-ville et le futur hôpital dès l'ouverture de celui-ci. J'avais proposé il y a quelques années de conserver la clinique. Mais elle a indiqué ne pas être intéressée. Mettre le bâtiment — ou un autre — aux normes aurait coûté plus cher qu'en

construire un. Économiquement, ce n'était pas viable. » Mais du côté du personnel — administratifs, infirmiers, aides-soignants, brancardiers — et des praticiens, l'avenir est plus sombre. En janvier, on leur a annoncé la fermeture de l'établissement et la suppression de 44 postes. « Nous démarrons les né-

gociations du plan social alors que la clinique appartient à un groupe en très bonne santé financière. Mais ils préfèrent se consacrer à la dialyse, beaucoup plus rentable que la chirurgie. Et nous, nous risquons dans un an de nous retrouver sans emploi », s'inquiète une salariée. « Certains infirmiers ou aides-soignants pourraient être reclassés en dialyse, mais le travail n'est pas le même. On se sent abandonnés et on nous laisse mourir à petit feu ».

UNE SALARIÉE

Les praticiens, quant à eux, pourraient être réembauchés contractuellement par le futur hôpital. « Mais nous risquons de tout perdre. Ils veulent nous proposer de devenir salariés, sans prise en charge de l'ancienneté ni autre. Il va falloir, après quarante ans de carrière et à 65 ans, que je recommence tout à zéro ? » s'inquiète l'un d'eux. Dans l'incertitude, le personnel devrait se réunir dans les prochains jours pour déterminer les formes de leur mobilisation. « En attendant, nous voulons que les gens sachent que, bientôt, ils n'auront plus à Lagny ni hôpital ni clinique », déplorent-ils.

JILA VARDOQUIER

VIVRE EN SEINE-ET-MARNE

EMPLOI

L'égalité hommes-femmes discutée à la préfecture

La réunion des principaux acteurs de l'emploi, hier à la préfecture de Melun, veille de la Journée de la femme, a été exclusivement consacrée à l'égalité professionnelle hommes-femmes. Plusieurs initiatives locales ont été présentées. La maison de l'emploi et de la formation de Sénart a par exemple lancé la Balle au bond, un dispositif qui permet aux mères de trouver des solutions de garde leur permettant de continuer à travailler. Un responsable de Veolia Transdev a, lui, expliqué comment sa société a mis en place l'an dernier une filière de recrutement de chauffeur de bus dédiée aux femmes. Enfin, le patron de l'entreprise Drouet, près de Coulommiers, a expliqué qu'il employait désormais des femmes sur les chantiers, notamment comme grutières.

Lire également en page 10 de nos informations générales.

VAL-D'EUROPE

Le ministre des Collectivités en visite



Le Val d'Europe veut se faire connaître. Hier, Philippe Richier (au centre), ministre chargé des Collectivités locales, invité par le président du SAN (syndicat d'agglomération nouvelle), Jean-Paul Balcou (UMP), et le député-maire de Coulommiers, Franck Riester (UMP), est venu découvrir le Val d'Europe. La présentation a débuté au Cerle, le siège de la branche immobilière d'Euro Disney, qui cache une gigantesque maquette des 3 000 ha. L'occasion également de découvrir le chantier du futur centre aquatique de Bailly-Romainvilliers, prévu pour le début de l'été et dont les bassins seront chauffés par les ordinateurs d'un centre de données du parc d'entreprises voisin. La visite s'est achevée par un débat avec les élus du secteur sur l'opportunité, pour les cinq communes et ses bientôt 60 000 habitants, de fusionner ou non en une commune unique.

FAITS DIVERS

LE PIN

Tué sur l'A 104

Un motard a trouvé la mort dans un accident de la route, hier un peu avant 17 heures, dans le sens nord-sud. C'est une collision entre ce deux-roues et un véhicule léger qui est à l'origine du drame, même si les circonstances de l'accident restent à déterminer. Les deux véhicules impliqués étant situés sur la voie centrale, le trafic a pu être maintenu sur l'une des trois voies. Originaire de Seine-et-Mame, le motard était âgé de 25 ans.

ÉDUCATION

Les élèves de Sourdun sensibilisés au piratage

« Qui ne télécharge pas illicitement ? » lance Marie-Françoise Marais, la présidente de l'Hadopi (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet). Face à elle, hier, plusieurs dizaines d'élèves de l'internat d'excellence de Sourdun. Seules trois mains se lèvent. « La dernière fois, j'étais à l'école des barreaux, il n'y a pas eu une main, glisse la présidente de l'Hadopi. Le téléchargement illégal est malheureusement devenu un sport national. » « Entre dépenser 20 € pour un DVD ou pouvoir regarder directement n'importe quel film en streaming sans sortir de chez soi, le choix est vite fait, confie, en marge de la rencontre, un élève de 1^{er} S. Mais j'ai conscience que ça peut nuire, alors je me limite. » Et d'ajouter, après réflexion : « En même temps, le téléchargement, c'est un peu de la publicité. J'ai un copain qui a vu Fight Club sur Internet, il a adoré et il est allé acheter le film. »

Marie-Françoise Marais n'était pas venue à Sourdun seulement pour sensibiliser les élèves au problème du piratage. La présidente de l'Hadopi a également signé un partenariat avec l'Éducation nationale dans le cadre du prix lycéen du cinéma. Cette opération, qui récompense un film choisi par les élèves, a été mise en place par



SOURDUN, HIER. Les élèves de l'internat d'excellence ont écouté attentivement la présidente de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet. Pour elle, le téléchargement illégal est devenu « un sport national ».

Bernard Locicero, le proviseur de l'internat d'excellence de Sourdun. D'abord départemental, puis régional, le prix est devenu cette année national.

« Ce projet entre exactement dans le cadre de nos actions pédagogiques puisqu'il promeut la culture cinématographique auprès des jeunes », souligne Marie-Françoise Marais. L'Ha-

dopi voit aussi un moyen d'inciter les adolescents à préférer les salles obscures aux plates-formes de téléchargement.

JOFFREY VOVOS

Les rapports jeunes-médias décryptés à Champs-sur-Marne

Hier, quelque 200 enseignants venus de toute l'académie de Créteil ont assisté à une journée de formation donnée à l'université de Marne-la-Vallée, à Champs-sur-Marne, par France Télévisions avec le centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (Clemi) de

l'académie de Créteil. Le thème : « Eduquer à l'information télévisée, à l'ère du numérique ». Première constatation : le numérique bouleverse les usages. Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'enseignement scolaire, n'a pas manqué de rappeler « la puissance médiatique de réseaux

sociaux comme Facebook ou Twitter ». Et de souligner le danger « de perte du sens de l'information, dû à l'imédiateté de cette dernière ». Pour Rémy Pflimlin, PDG de France Télévisions, « il est donc indispensable que les jeunes apprennent à décrypter l'information ». Tout simplement parce

que, comme le rappelle William Marois, le recteur, « éduquer les jeunes aux médias rejoint les trois grandes missions de l'Éducation nationale : amener les jeunes à lire et écrire, former des citoyens et préparer les adolescents à leur vie professionnelle ».

GILLES CORDILLOT